



## CR de la délégation du 18 mai 2011 reçue en audience au ministère à l'initiative du SNUipp

Cette délégation était composée de 5 représentants syndicaux dont le secrétaire national Sébastien SIHR et de 3 représentants des associations professionnelles (AFPEN, FNAME, FNAREN).

La délégation a été reçue par Eric PEYRE et René MACRON.

Eric Peyre travaille à la Sous-direction de la gestion des programmes budgétaires : Bureau du programme "enseignement scolaire public du premier degré".

René Macron est à la Sous-direction du socle commun, de la personnalisation des parcours scolaires et de l'orientation : Bureau des écoles.

Il n'y a pas eu à proprement parler d'échanges, les représentants du ministère ont écouté les témoignages et revendications.

A propos de la carte scolaire, Sébastien Sihr a insisté en particulier sur les nombreuses suppressions de postes RASED (de 600 à 1000) et le message désastreux que cette carte scolaire renvoie aux enseignants.

Les représentants des délégations départementales (Doubs, Bouches-du-Rhône, Val-d'Oise, Nord et Pas-de-Calais) ont détaillé les conséquences de ce budget au niveau local, avec des exemples de circonscriptions. Elles ont toutes souligné l'aggravation de la situation des RASED. Dans certains cas, il n'y a même plus de rééducateur pour aider les élèves en panne de désir d'apprendre.

La FNAREN a insisté sur le lourd tribut que paient les rééducateurs et les enseignants chargés de l'aide pédagogique depuis 3 ans (mesures Darcos : 2200 + sédentarisations, mesures de réajustements des politiques départementales, schéma d'emploi : 695 postes selon la toute dernière enquête FNAREN alors que 38 départements seulement ont répondu). C'est donc encore 1000 postes qui sont amenés à disparaître et un nombre considérable d'enfants qui ne pourront être aidés.

Elle a également insisté sur la formation qui depuis 3 ans est loin de compenser les départs à la retraite, alors qu'il faudrait 250 départs en formation tous les ans, depuis trois ans c'est en moyenne 40 enseignants qui suivent la formation CAPA-SH option G. Cela condamne à terme l'aide rééducative à disparaître et les RASED à dysfonctionner. Quel avenir pour les aides spécialisées des RASED ?

La FNAME s'est référée au dernier rapport de la cour des comptes, des enquêtes PISA et des évaluations nationales pour mettre en avant l'augmentation du nombre d'élèves en grande difficulté et les écarts qui se creusent par rapport aux milieux dits « défavorisés ». Elle a redit la différence de nature entre les aides spécialisées des RASED et l'aide personnalisée et a demandé au ministère où en était le bilan promis sur ces aides personnalisées. Elle est revenue sur l'importance du temps consacré à l'analyse des difficultés et sur la formation indispensable pour les spécificités RASED.

Elle a ensuite pointé les effets de la sédentarisation qui empêchent de nombreux élèves d'être aidés. Une grande disparité de fonctionnement est constatée sur le terrain, ce qui a pour résultat une grande inégalité de traitement de la difficulté scolaire au niveau national. L'accent a également été mis sur les suppressions des postes d'enseignants spécialisés en CMPP, ainsi que sur les réductions des frais de déplacement.

L'AFPEN s'est inquiétée de la place laissée à la psychologie dans le service public et aux psychologues dans ces écoles soumises aux suppressions de postes et à la désorganisation des équipes. Elle a rappelé qu'elle défend un regard pluridisciplinaire et un travail en équipe RASED complet pour faire échec à la difficulté. Elle s'est inquiétée de la future formation des psychologues même si elle reconnaît une avancée avec un recrutement de haut niveau (master 2 de psychologie) annoncé récemment. Elle a demandé l'ouverture rapide d'un groupe de travail pour la création d'un corps qui permettrait le recrutement avec un statut de psychologue.

Eric Peyre a souligné qu'il ne travaillait pas sur des analyses de besoins mais à partir des contraintes budgétaires (supprimer un fonctionnaire sur deux). Pour lui, il n'y a que 3367 postes supprimés puisque les 6000 surnombres n'étaient pas comptabilisés. Sur la répartition de ces postes il n'a aucun chiffre précis, ce sont les recteurs qui déterminent les leviers à utiliser localement. Il a remis en question la scolarisation des enfants de moins de trois ans.

Sébastien Sihra a souligné que de fait c'était 9867 enseignants qui ne seraient plus là l'année prochaine. Il a demandé au ministre de défendre face à Bercy un budget éducation nationale digne de ce nom.

Les associations professionnelles ont soulevé la question de la reprise des groupes de travail qui se sont brusquement arrêtés l'année dernière (avril 2010) suite aux fuites sur le schéma d'emploi.

Ce qui nous a paru intéressant dans cette audience, même si on en connaît bien les limites, c'est que toutes les prises de parole ont souligné aux yeux des représentants du ministre, l'importance du dispositif RASED complet pour les enfants, les familles et les enseignants et leur refus de le voir disparaître. Nous avons tenu à préciser que les réseaux sont reconnus, pour preuve la pétition qui a recueilli l'an dernier près de 300.000 signatures.

Francis JAUSET, Président de la FNAREN  
Alain THOMAZEAU, Président de la FNAME  
Daniel TRAMONI, Bureau National AFPEN